

## Contre Attaque :

# FRANCE INFO INVITE UN GÉNOCIDAIRE POUR COMMENTER L'ACTUALITÉ

La télévision publique accélère sa fascisation, et déborde désormais Cnews sur sa droite. Nouvel exemple stupéfiant le 18 avril sur France Info. Sur le plateau, un certain Simon Moos, présentée comme un «militant pro-israélien», est invité à commenter l'actualité géopolitique. Il s'en prend à la position de la France, pourtant passive vis-à-vis des crimes israéliens au Liban.

Simon Moos est inconnu du grand public. Il n'a aucun mandat politique, aucune connaissance à apporter, aucun statut d'historien, aucune expertise quelconque. C'est un influenceur d'extrême droite. Il «milite» sur le réseau X, où il tweete compulsivement des propos mensongers, racistes et génocidaires. Qui a choisi d'inviter un tel individu en direct comme si son avis était important ? Mystère, mais ce choix en dit long. Jamais aucun militant palestinien n'a été convié ainsi en 3 ans de génocide sur aucun plateau. France Info n'inviterait évidemment jamais non plus d'intervenants publiant des messages antifascistes ou anticapitalistes sur Twitter pour donner leur avis, par exemple. Mais Simon Moos bénéficie de cet honneur.

Le 20 février dernier, Simon Moos qualifiait la population de Gaza "d'animaux", et allait même plus loin que le chef de l'armée israélienne : ce dernier avait parlé «d'animaux humains» pour justifier les frappes aveugles sur la bande de territoire palestinien. Il avait rétorqué «animaux suffisait». À la date du tweet, des dizaines de milliers d'enfants avaient déjà été massacrés, et les instances internationales poursuivaient les dirigeants israéliens pour génocide. Simon Moos devrait être en garde à vue, pas sur un plateau télé.

Autre message effroyable le 9 octobre 2025 : il publiait une photo des ruines de Gaza avec ces mots : «N'attaquez plus les juifs». Un message antisémite, puisqu'il assimile Israël et ses crimes à tous les juifs du monde. Mais surtout une menace : quiconque s'en prend à Israël mérite de subir un génocide. Le 10 juillet 2024, il était invité par l'ambassade d'Israël en

France, qui le félicitait pour sa «défense d'Israël et des valeurs occidentales». France Info invite donc le communicant d'une puissance ennemie qui commet un crime contre l'humanité. En 2021, lors d'un débat filmé avec Tariq Ramadan, il était interrogé sur les bombardements israéliens sur les civils palestiniens. Il avait revendiqué : «Je ne tourne pas autour du pot, j'en suis très fier».

Le dernier exploit médiatique en date de Simon Moos est de dénoncer la Loi Yadan, mais pas pour les mêmes raisons que nous. Le 12 avril, il écrit : «La loi Yadan m'inquiète. Elle rend délictueux l'appel à la destruction d'un État reconnu par la France. Or, depuis septembre 2025, la France reconnaît l'État de Palestine. Je ne pourrai plus m'opposer publiquement à l'existence d'un État palestinien ni soutenir publiquement les implantations juives en Judée Samarie sans être inquiété par la justice». Le lendemain, il obtient une tribune dans Le Point pour développer ce point de vue. France Info donne ainsi une tribune à un fanatique qui trouve la députée Yadan trop modérée.

France Info est devenu l'un des principaux organes de désinformation et de fascisation de ce pays : mensonges éhontés lors de l'affaire de Deranque et défense de néo-nazis, diffamations systématiques contre la France Insoumise, omniprésence d'intervenants d'extrême droite et d'éditorialistes recrutés directement sur Cnews... La directrice de ce média est elle-même une trumpiste avérée. L'invitation de Simon Moos est une étape de plus dans l'ignominie.

Certains benêts parleront de "liberté d'expression". Mais il ne s'agit pas d'un «média de milliardaire» fonctionnant sur des deniers privés. Il est financé avec notre argent.

**FRANCE TÉLÉVISIONS DISPOSE D'UN BUDGET DE 2,57 MILLIARDS D'EUROS, DONT 80 MILLIONS D'EUROS PAR AN JUSTE POUR FRANCE INFO. UNE SOMME QUI SERT NON SEULEMENT À DROITISER ET INTOXIQUER LE DÉBAT PUBLIC, MAIS AUSSI À ENGRAISSER LES INFLUENCEURS RACISTES ET SIONISTES, QUI BÉNÉFICIENT DE GOURMANDES RÉTRIBUTIONS. À QUAND L'ARRÊT DE CES DÉPENSES INUTILES ET NUISIBLES ?**